

MARCHE PUBLIC MAPA N°1/2017

MARCHE RELATIF A LA MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS DANS LES TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE LEUR LOGEMENT

Marché public de services passé en application des articles 27 (marché à procédure adaptée) et 78 (accord-cadre) du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

Maître d'Ouvrage (pouvoir adjudicateur) :

Association du Pays du Bassin de Briey

15, rue du Temple

Briey

54150 VAL DE BRIEY

Tel : 03 82 22 94 90

Mail : arnaud.pinna@paysbassinbriey.fr

Profil acheteur : www.e-marchespublics.fr

Date limite de réception des offres :

Le lundi 27 février 2017 à 16 h 00

Adresse de transmission des offres :

Association du Pays du Bassin de Briey

15, rue du Temple - Briey

54150 VAL DE BRIEY

PREAMBULE

Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte

Territoire de près de 78 000 habitants, le Pays de Briey est composé de deux communautés de communes. Doté depuis plus de trois ans d'un PCET, la question du climat et de l'énergie a toujours été au cœur de ses ambitions d'autant que cette problématique sous-tend des politiques de développement économique majeur.

Le Pays de Briey tient sa cohérence d'une histoire commune. Il a effectivement connu une très forte croissance à la fin du XX^{ème} siècle du fait de l'essor de la sidérurgie et de l'extraction minière. Les stigmates de ce siècle industriel résident dans un urbanisme et une typologie constructive spécifique marqués par la présence forte de cités ouvrières, véritables villes-usines dévolues à la croissance industrielle. Au total sur les 35 000 maisons du secteur, près de 20 000 auraient été construites avant 1960 pour les besoins de logement des ouvriers ou mineurs du secteur. D'une croissance et d'un siècle à l'autre, le patrimoine demeure, mais il doit savoir s'adapter aux conjonctures environnementales. Energivore, peu isolé, parfois inadapté aux modes de vie actuels, ce bâti commun doit être transformé pour mieux répondre aux besoins d'une société en mutation énergétique.

La réponse à l'appel à projet « plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat » lancé par la région Lorraine et l'Ademe en 2015 prend alors tout son sens car grâce à cet outil, le Pays du bassin de Briey détient un outil fédérateur sur l'ensemble du territoire.

Mais reste à inciter le public à s'engager dans la rénovation énergétique ce qui demeure difficile à cause des freins administratifs et techniques de la rénovation énergétique et encore plus des contraintes financières du coût d'une rénovation globale.

D'où l'objectif ambitieux que s'assigne le territoire, de faire de ce patrimoine bâti, le moteur d'une croissance verte en proposant d'expérimenter tant une méthode efficiente de rénovation énergétique que des modalités de soutien efficaces et permettre à des foyers de réduire considérablement leur consommation.

L'objectif est de concevoir à terme un protocole de rénovation soutenable financièrement, portant une ambition de réduction de consommation d'au moins 30% et enfin techniquement adapté aux entreprises présentes sur le territoire.

En tant que tel, le projet cible prioritairement les publics non bénéficiaires des dispositifs Habiter Mieux ou fonds ANAH. Il faut pour cela résider sur le territoire et disposer d'un logement d'avant 2008.

La démarche proposée vise à la fois à accompagner les particuliers, dans leur démarche de rénovation énergétique, mais aussi de les inciter à réaliser des travaux d'isolation thermique grâce à l'attribution d'une prime financière dont le plafond serait situé à 6000 euros.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent document constitue le cahier des charges établissant les missions du prestataire (assistant à maîtrise d'ouvrage) pour l'accompagnement des particuliers dans les travaux de rénovation énergétique de leur logement. Il doit permettre de faciliter les relations entre le particulier et le prestataire chargé de l'accompagnement et du conseil tout au long de la présente mission.

Le présent marché à procédure adaptée est passé à bons de commande, sans minimum, avec un maximum de 89 000 euros H.T. sur la durée du marché (jusque juin 2019).

Le marché peut faire l'objet d'un ou plusieurs bons de commande afin d'adapter le contenu à l'évolution des besoins.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement : document ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés, accompagné d'un devis détaillé produit par le titulaire du marché.
2. Le présent cahier des clauses particulières dont l'exemplaire détenu par l'Association du Pays du bassin de Briey fait seul foi.
3. La note méthodologique du titulaire du marché.
4. Le règlement de consultation ci-joint.

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles, approuvé par le décret n°78-1306 du 26 décembre 1978 modifié, ainsi que l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sont réputés parfaitement connus du titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ces obligations.

ARTICLE 3 : IDENTIFICATION DES PARTIES

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage de ce marché, est assuré par l'Association du Pays du bassin de Briey, domicilié 15 rue du Temple – 54150 VAL DE BRIEY, représenté par son Président Monsieur Jacky ZANARDO, et ci-après désigné « Le Pays du bassin de Briey ».

Le titulaire du marché est le prestataire, désigné à l'acte d'engagement, et ci-après désigné « le prestataire ».

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS

4.1 DUREE

Le présent marché est conclu pour une période allant jusqu'en juin 2019 à compter de la date de sa notification au prestataire par le maître d'ouvrage.

4.2 DELAIS

Un bon de commande sera notifié au titulaire du marché avant tout commencement d'exécution.

Pour garantir la bonne réalisation des projets, le prestataire fournira pour chaque bon de commande un rétro planning détaillé de la prestation à effectuer.

Dans la mesure du possible, le format numérique sera privilégié pour la transmission des différents documents.

ARTICLE 5 : LE CONTEXTE

5.1 MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME LOCALE DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L'HABITAT

En adéquation avec la mise en place d'actions contribuant à la réduction significative des consommations d'énergie dans le bâtiment, le Pays du bassin de Briey a décidé de créer une plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat.

5.2 OBJECTIF DU PROJET

Les objectifs du Pays du bassin de Briey sont les suivants :

- Année 1 (janvier à décembre 2017) : 40 dossiers
- Année 2 (janvier à décembre 2018) : 40 dossiers
- Année 3 (janvier à juin 2019) : 20 dossiers

Ces objectifs ont été définis sur la durée du projet définie par l'appel à projet lancé par l'Ademe, à savoir trois ans. Les objectifs sont exprimés en termes de dossiers allant jusqu'à la réalisation des travaux.

En termes de performance énergétique, les travaux gérés devront permettre d'atteindre ou de tendre vers un niveau d'efficacité énergétique Bâtiment Basse Consommation (BBC) avec un minimum de 30% d'amélioration énergétique.

L'ouverture du fonds au particulier est programmée durant le premier trimestre 2017.

5.3 DESCRIPTIF DU PROCESSUS D'ACCOMPAGNEMENT DU PARTICULIER PAR LA PLATEFORME RENOV +

L'accompagnement du particulier se fera en plusieurs étapes :

1 – Identification et vérification de l'éligibilité

- 2 – Conventionnement entre le particulier et la plateforme
- 3 – Mise en lien avec le prestataire
- 4- Etablissement du diagnostic et des préconisations détaillées
- 5 – Acceptation des travaux
- 6 – Réalisation des travaux
- 7 – Suivi financier

ARTICLE 6 : PRESTATIONS ATTENDUES

MISSION 1 : Analyse et optimisation des scénarios de travaux énergétiques

Descriptif de la mission :

Après avoir effectué une visite sur le lieu du projet, le prestataire devra élaborer un diagnostic énergétique du bien.

A partir de cet audit initial, il proposera plusieurs scénarios de rénovation énergétique qui tiendront compte des revenus du particulier et lui permettront de tendre vers un niveau d'efficacité énergétique Bâtiment Basse Consommation (BBC) avec un minima de 30% d'amélioration énergétique. Pour ce faire, le prestataire pourra s'appuyer sur l'étude réalisée par l'INSA Strasbourg « *étude multicritères pour la réhabilitation énergétique de bâtiments anciens* » commandé par le Pays en septembre 2015.

Cette mission doit permettre au prestataire de traduire l'audit énergétique initial en prescriptions techniques détaillées et compatibles avec le bâtiment existant, les performances énergétiques visées et les besoins du particulier.

Le prestataire fournira une estimation non contractuelle de la performance énergétique après travaux avec une estimation potentielle non-contractuelle des économies réalisées.

Informations fournies par le particulier ou l'animateur de la plateforme :

- Liste des modifications de travaux souhaitées
- Plan de l'habitation
- Rapport du pré-diagnostic
- conditions de récupération des certificats d'économie d'énergie...
- Travaux ouvert aux crédits d'impôts

Livrables à fournir par le prestataire :

- Descriptif détaillé de chaque lot lié à la performance énergétique, dont la performance thermique des matériaux (menuiserie, isolation) lié au scénario optimal
- Estimation financière des lots de rénovation énergétique
- Conditions générales de travaux, compris étanchéité à l'air dans le but d'atteindre le niveau BBC.

MISSION 2 : Avis sur l'estimation de devis

Le prestataire validera les devis proposés par les entreprises en termes de coût et performance des dispositions prévues dans le diagnostic énergétique. Il vérifiera :

- les choix techniques
- la nature de matériaux
- l'adéquation générale de la réponse donnée
- l'estimation financière
- l'échéancier

Livrable(s) à fournir par le prestataire :

- Devis validés

MISSION 3 : Avis sur les factures des entreprises

Descriptif succinct :

Le prestataire donne un avis sur les factures émises par les entreprises et les valide si elles sont conformes aux travaux réalisés et/ou à l'avancement du chantier.

Livrable(s) à fournir par le prestataire :

- Factures validées

MISSION 4 : assistance technique auprès de l'animateur plateforme

Le prestataire aura comme mission secondaire d'assister l'animateur plateforme sur des questions techniques propres à la rénovation énergétique sur les dossiers suivis.

ARTICLE 7 : MONTANT DU MARCHÉ

Ce présent marché est conclu :

- Sans montant minimum.
- Avec un **montant maximum global** de **89 000 euros H.T.** sur la durée du marché.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION

Les prestations détaillées dans l'article 6 feront l'objet au préalable d'une transmission d'une lettre de commande qui devra s'accompagner d'un bon de commande adressé au titulaire du marché par le Président de l'Association du Pays du bassin de Briey

Le bon de commande élaboré par l'Association du Pays du bassin de Briey devra faire apparaître :

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des particuliers dans les travaux de rénovation énergétique de leur logement–

Rénov+ MAPA 1/2017/CCP – Février 2017 – **Page 6**

- Le numéro de la commande d'achat (bon de commande) et la date,
- Les coordonnées du titulaire du marché,
- Le numéro du marché (MAPA 01/2017),
- L'intitulé des prestations faisant l'objet de la commande,
- Le détail technique de la prestation à réaliser, les livrables ou résultats attendus,
- Le délai maximum de réalisation de la prestation,
- Le montant H.T., le taux et le montant de TVA et le montant T.T.C de la commande.

ARTICLE 9 : PRIX

Il sera fait application des prix forfaitaires proposés par le titulaire dans son acte d'engagement (devis annexé). Ces prix seront fermes pendant la durée d'exécution du marché.

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les prix couvrent l'ensemble des prestations telles que définies à l'article 6 du présent cahier des clauses particulières.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux déplacements ainsi qu'à la production et à la transmission de documents.

ARTICLE 10 : MODALITÉ DE RÈGLEMENT

Les prestations seront commandées par bons de commande par l'Association du Pays du bassin de Briey conformément à l'article 8. Elles seront réglées sur présentation de factures établies en deux exemplaires, et sur lesquelles seront indiqués les numéros de bons de commande concernés.

Aucun frais de facturation et aucun frais de port ou d'emballage ne seront acceptés.

Les factures seront réglées par mandats administratifs dans le respect des délais légaux en vigueur, à compter de la date de réception des documents comptables par l'Association du Pays du bassin de Briey, dans les conditions prévues à l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Les factures seront envoyées à l'Association du Pays du bassin de Briey de Briey, 15 rue du Temple, 54150 BRIEY.

ARTICLE 11 : VERIFICATIONS QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

A la réalisation de la commande, des opérations de vérifications seront effectuées contradictoirement entre la personne responsable du marché ou son représentant et le titulaire.

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des particuliers dans les travaux de rénovation énergétique de leur logement–

Rénov+ MAPA 1/2017/CCP – Février 2017 – Page 7

Si la quantité fournie ou la prestation exécutée n'est pas conforme aux stipulations du marché ou de la commande, la personne responsable du marché peut :

- soit exiger du titulaire de compléter ou d'achever la prestation, ou de procéder à une nouvelle réalisation de prestation si celle-ci était jugée non conformes, dans un délai d'une semaine,
- soit procéder à la résiliation du marché, aux torts du titulaire, si celui-ci ne remédiait pas aux anomalies constatées, dans le délai prescrit.

ARTICLE 12 : DIFFERENDS

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges légalement prévue.

En cas de litige, le tribunal administratif de Nancy est seul compétent.

ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE

L'Association du Pays du bassin de Briey se réserve le droit de résilier le marché par simple lettre recommandée pour le non-respect des règles dont, notamment, celles énoncées ci-dessous, à partir de la constatation des faits :

- récurrence de retard dans les délais de réalisation des prestations.

Fait à le

Lu et approuvé par le titulaire du marché,

Soussigné (+ cachet),